

2017

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2017



Réussir la transformation. Ensemble.

Delivering Transformation. Together.

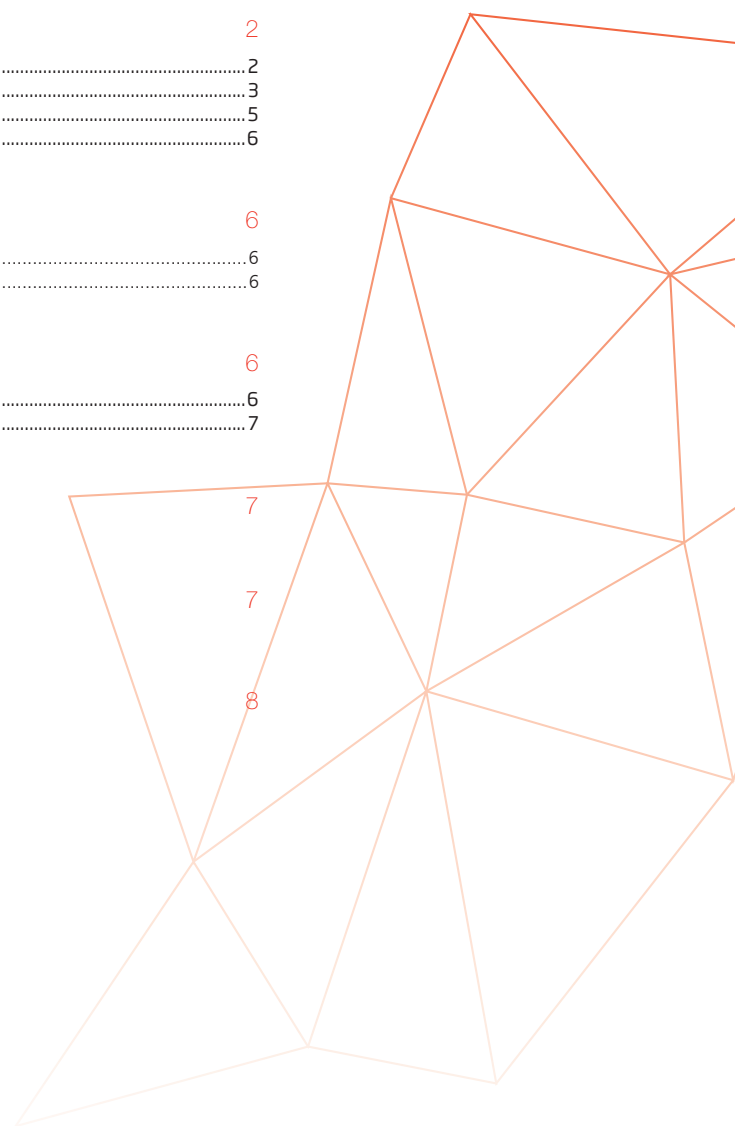
sopra  steria

1	Rapport semestriel d'activité	1
	1. Activité des six premiers mois	2
	2. Faits marquants de la période.....	6
	3. Facteurs de risque et transactions entre parties liées.....	6
	4. Perspectives.....	7
	5. Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2017	7
	Annexe/Glossaire	8
2	Comptes consolidés semestriels condensés	9
	État du résultat net consolidé	10
	État du résultat global consolidé.....	11
	État de la situation financière consolidée	12
	État des variations des capitaux propres consolidés	13
	Tableau des flux de trésorerie consolidés	14
	Notes aux états financiers consolidés condensés	15
	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	34
	Attestation du responsable du Rapport financier semestriel	35

1

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.	Activité des six premiers mois	2
1.1.	Compte de résultat consolidé au 1 ^{er} semestre 2017	2
1.2.	Approche par activité.....	3
1.3.	Effectif	5
1.4.	Situation financière du Groupe.....	6
2.	Faits marquants de la période	6
	Opérations réalisées au cours de la période.....	6
	Nomination d'un nouvel administrateur.....	6
3.	Facteurs de risque et transactions entre parties liées	6
3.1.	Facteurs de risque.....	6
3.2.	Transactions avec les parties liées.....	7
4.	Perspectives	7
5.	Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2017	7
	Annexe/Glossaire	8



1. Activité des six premiers mois

1.1. Compte de résultat consolidé au 1^{er} semestre 2017 ⁽¹⁾

	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
	(M€)	(%)	(M€)	(%)
Chiffre d'affaires	1 903,2		1 878,8	
Charges de personnel	- 1 176,4		- 1 150,8	
Charges d'exploitation	- 582,5		- 572,9	
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 2,2		- 20,9	
Résultat opérationnel d'activité	142,1	7,5 %	134,2	7,1 %
Charges liées aux stock-options et assimilés	- 17,0		- 10,2	
Dotations aux amortissements sur incorporels affectés	- 10,9		- 10,1	
Résultat opérationnel courant	114,2	6,0 %	114,0	6,1 %
Autres produits et charges opérationnels	- 11,4		- 10,7	
Résultat opérationnel	102,7	5,4 %	103,2	5,5 %
Coût de l'endettement financier net	- 3,5		- 3,8	
Autres produits et charges financiers	- 2,5		- 4,6	
Charges d'impôt	- 30,8		- 44,4	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1,0		3,8	
Résultat net	66,9	3,5 %	54,2	2,9 %
Part du Groupe	66,0	3,5 %	54,0	2,9 %
Intérêts minoritaires	0,9		0,2	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (en millions d'actions)	20,20		20,01	
Résultat de base par action (en euros)	3,27		2,70	

Sur le 1^{er} semestre 2017, le marché européen des services du numérique a fait preuve d'une croissance soutenue par les investissements dans les domaines du *digital* et du *Cloud*. Sur cette période, Sopra Steria a enregistré une bonne dynamique commerciale et une performance opérationnelle en ligne avec ses objectifs annuels. À noter, le très net redressement des activités qui généraient de plus faibles marges et qui sont, ainsi, en situation d'atteindre, au minimum, les objectifs de rentabilité fixés pour 2017.

De nombreuses initiatives ont été lancées sur le semestre et se sont illustrées par des succès commerciaux importants, par le renforcement des offres (tant dans les services que dans les solutions), par la poursuite d'une politique d'acquisitions active ciblée et par l'approfondissement des interactions avec un écosystème étendu. Ces initiatives renforcent la stratégie de croissance de Sopra Steria dans le domaine du *digital* et du *Cloud*.

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2017 de Sopra Steria s'est élevé à 1 903,2 M€, en croissance totale de 1,3 %. L'effet périmètre a

été positif à hauteur de 20,5 M€ tandis que l'impact des variations de devises a, pour sa part, été négatif de 44,5 M€, essentiellement du fait de la baisse de 9,5 % de la parité livre sterling/euro par rapport à la même période de l'année dernière. À taux de change et périmètre constants, la croissance s'est établie à 2,6 %. Le Résultat opérationnel d'activité a progressé de 5,9 % par rapport au 1^{er} semestre 2016 pour atteindre 142,1 M€, soit un taux de marge de 7,5 %, en hausse de 0,4 point par rapport à l'exercice précédent.

Le Résultat opérationnel courant a atteint 114,2 M€. Il intègre une charge de 17,0 M€ (contre 10,2 M€ au 1^{er} semestre 2016) correspondant aux paiements fondés en actions liés au renouvellement, en 2017, du programme d'actionnariat salarié *We Share* pour les collaborateurs et d'un plan d'incitation à long terme mis en place pour les principaux managers du Groupe.

Le résultat opérationnel s'est établi à 102,7 M€ après prise en compte de (-) 11,4 M€ d'autres produits et charges opérationnels (- 10,7 M€ au 1^{er} semestre 2016) comprenant notamment 10,1 M€ de charges de réorganisation et de restructuration.

(1) Les indicateurs alternatifs de performance sont définis dans le glossaire disponible à la page 8 du présent document

La charge d'impôt s'est élevée à 30,8 M€ sur le semestre contre 44,4 M€ au 1^{er} semestre 2016, faisant ressortir un taux d'imposition Groupe de 31,8 %.

La quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence (Axway Software essentiellement) a représenté 1,0 M€ sur le semestre (3,8 M€ au 1^{er} semestre 2016).

Après prise en compte des intérêts minoritaires pour 0,9 M€, le résultat net part du Groupe a été de 66,0 M€ (54,0 M€ au 1^{er} semestre 2016), représentant une progression de 22,3 %.

Le résultat de base par action a atteint 3,27 € contre 2,70 € sur la même période l'année précédente, représentant une progression de 21,1 %.

1.2. Approche par activité

I SOPRA STERIA : CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PÔLE D'ACTIVITÉ (M€/%) – 1^{er} SEMESTRE 2017

	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016 Retraité*	1 ^{er} semestre 2016 Publié	Croissance organique	Croissance totale
France	801,4	784,9	778,8	+ 2,1 %	+ 2,9 %
Royaume-Uni	413,0	438,2	483,4	- 5,7 %	- 14,6 %
Autre Europe	397,8	358,1	355,6	+ 11,1 %	+ 11,9 %
Sopra Banking Software	185,8	172,0	160,2	+ 8,0 %	+ 16,0 %
Autres Solutions	105,1	101,5	100,7	+ 3,5 %	+ 4,4 %
SOPRA STERIA GROUP	1 903,2	1 854,8	1 878,8	+ 2,6 %	+ 1,3 %

* Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change 2017

I SOPRA STERIA : CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PÔLE D'ACTIVITÉ (M€/%) – 2^e TRIMESTRE 2017

	2 ^e trimestre 2017	2 ^e trimestre 2016 Retraité*	2 ^e trimestre 2016 Publié	Croissance organique	Croissance totale
France	391,0	394,1	391,1	- 0,8 %	-
Royaume-Uni	207,8	225,3	246,2	- 7,8 %	- 15,6 %
Autre Europe	196,9	184,9	185,0	+ 6,5 %	+ 6,4 %
Sopra Banking Software	99,9	90,6	91,5	+ 10,3 %	+ 9,2 %
Autres Solutions	53,8	52,2	51,8	+ 3,0 %	+ 3,8 %
SOPRA STERIA GROUP	949,5	947,0	965,6	+ 0,3 %	- 1,7 %

* Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change 2017

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Activité des six premiers mois

I SOPRA STERIA : PERFORMANCE PAR PÔLE D'ACTIVITÉ – 1^{er} SEMESTRE 2017

	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
	(M€)	(%)	(M€)	(%)
France				
Chiffre d'affaires	801,4		778,8	
Résultat opérationnel d'activité	72,2	9,0 %	66,8	8,6 %
Résultat opérationnel courant	60,8	7,6 %	59,5	7,6 %
Résultat opérationnel	56,5	7,1 %	54,6	7,0 %
dont C&IS				
Croissance organique	+ 2,6 %			
Chiffre d'affaires	701,4		677,6	
Résultat opérationnel d'activité	69,1	9,8 %	66,3	9,8 %
Résultat opérationnel courant	58,4	8,3 %	59,5	8,8 %
Résultat opérationnel	56,7	8,1 %	57,0	8,4 %
dont I2S				
Croissance organique	- 1,3 %			
Chiffre d'affaires	100,0		101,2	
Résultat opérationnel d'activité	3,1	3,1 %	0,5	0,5 %
Résultat opérationnel courant	2,3	2,3 %	-	-
Résultat opérationnel	- 0,2	- 0,2 %	- 2,4	- 2,4 %
Royaume-Uni				
Chiffre d'affaires	413,0		483,4	
Résultat opérationnel d'activité	24,6	6,0 %	35,4	7,3 %
Résultat opérationnel courant	18,3	4,4 %	29,3	6,1 %
Résultat opérationnel	18,4	4,5 %	29,2	6,0 %
Autre Europe				
Chiffre d'affaires	397,8		355,6	
Résultat opérationnel d'activité	27,2	6,8 %	15,8	4,4 %
Résultat opérationnel courant	24,5	6,1 %	13,9	3,9 %
Résultat opérationnel	20,1	5,1 %	11,1	3,1 %
Sopra Banking Software				
Chiffre d'affaires	185,8		160,2	
Résultat opérationnel d'activité	6,3	3,4 %	6,9	4,3 %
Résultat opérationnel courant	0,3	0,1 %	2,6	1,6 %
Résultat opérationnel	- 1,3	- 0,7 %	1,1	0,7 %
Autres Solutions				
Chiffre d'affaires	105,1		100,7	
Résultat opérationnel d'activité	11,7	11,2 %	9,3	9,2 %
Résultat opérationnel courant	10,4	9,9 %	8,7	8,6 %
Résultat opérationnel	9,0	8,6 %	8,1	8,0 %

En **France**, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre a été de 801,4 M€, en croissance organique de 2,1 %.

- L'activité Conseil & Intégration de Systèmes (701,4 M€ de chiffre d'affaires), marquée par un effet calendaire particulièrement négatif au 2^e trimestre (- 3 jours), a connu une croissance organique de 2,6 %. Cette évolution a été soutenue par une progression du Conseil de 7,6 %. Le secteur public et l'aéronautique ont été les marchés verticaux les plus porteurs. Les perspectives pour le 2^e semestre sont favorables et devraient permettre une accélération de la croissance par rapport au 1^{er} semestre. En ce qui concerne la rentabilité, le Résultat opérationnel d'activité a atteint 69,1 M€ soit 9,8 % du chiffre d'affaires, stable par rapport au 1^{er} semestre 2016.
- L'entité I2S (Infrastructure & Security Services) a généré un chiffre d'affaires de 100,0 M€, en recul organique de 1,3 %. L'activité de gestion d'infrastructures informatiques a réussi son repositionnement sur des services à plus forte valeur ajoutée (conseil, architecture, *Cloud*...) avec une nette amélioration de sa rentabilité et une contraction de son chiffre d'affaires de 3,5 %. La cybersécurité (11 % du chiffre d'affaires de l'entité) a, pour sa part, enregistré une forte croissance organique de 24,6 %. En termes de rentabilité, l'entité I2S a enregistré une nette amélioration avec un taux de marge opérationnelle d'activité de 3,1 %, en progression de 2,6 points par rapport à la même période de l'année précédente et en ligne avec le plan de marche fixé pour atteindre l'objectif annuel de 5 % pour l'exercice.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre (413,0 M€) a été en recul organique de 5,7 %. L'effet devises a été négatif de 45,1 M€. Au total, la décroissance du chiffre d'affaires de la zone a été de 14,6 %. Compte tenu de la phase de transition que connaît cette année la co-entreprise SSCL que Sopra Steria détient avec le Cabinet Office, le chiffre d'affaires de la zone est attendu en recul en 2017 (cf. communiqué de presse du 27 février 2017). En termes de rentabilité, le Royaume-Uni a affiché sur le 1^{er} semestre 2017 un taux de marge opérationnelle d'activité de 6,0 % (- 1,3 point par rapport au 1^{er} semestre 2016). Cette variation s'explique par des coûts supplémentaires liés à la dernière migration client de

SSCL alors que, parallèlement, le secteur privé en est à la phase d'implémentation de son plan de transformation.

Sur le pôle **Autre Europe**, le chiffre d'affaires a fortement progressé (+ 11,1 % organique) pour atteindre 397,8 M€. L'ensemble des pays de la zone a connu une croissance soutenue, notamment l'Allemagne qui confirme ainsi le succès de son redressement (croissance organique de 12,7 % et taux de marge opérationnelle d'activité supérieur à 8 %). Au global, le taux de marge opérationnelle d'activité du pôle s'est fortement amélioré de 2,4 points à 6,8 %.

Le chiffre d'affaires de **Sopra Banking Software** s'est établi au 30 juin 2017 à 185,8 M€, en progression de 16,0 %. À périmètre et change constants, la croissance a été dynamique et s'est élevée à 8,0 %. Cette évolution a été principalement tirée par les services ainsi que par les produits de crédits spécialisés de Cassiopae. Sur la période, Sopra Banking Software a poursuivi les investissements sur ses offres. Une nouvelle version, *digital-ready*, du produit Amplitude (« Amplitude Up ») a été lancée. Une nouvelle plateforme digitale destinée à créer de nouveaux parcours clients et permettre la mise en conformité des acteurs financiers avec la Directive de Services de Paiements (DSP2) a été annoncée. Enfin, le développement du produit Platform s'est poursuivi, en ligne avec la feuille de route produit. En termes de rentabilité, compte tenu des dépenses de Recherche et Développement au compte de résultat et de ventes de licences concentrées sur la 2^e partie de l'année, le taux de marge opérationnelle d'activité s'est établi à 3,4 % (4,3 % au 30 juin 2016).

Le pôle **Autres Solutions** (solutions Ressources Humaines et solutions Immobilier) a réalisé un chiffre d'affaires de 105,1 M€ sur le 1^{er} semestre 2017, en croissance organique de 3,5 % et un taux de marge opérationnelle d'activité de 11,2 %, en progression de 2,0 points par rapport au 1^{er} semestre 2016. Cette performance s'est accompagnée d'un enrichissement de la valeur ajoutée des offres. Ainsi, par exemple, dans le domaine des Ressources humaines, l'interopérabilité avec des solutions de gestion des talents a été mise en place et, dans le domaine de l'Immobilier, Sopra Steria est entré au capital de la FoncièreNumérique®, une plateforme digitale de gestion et de valorisation de l'ensemble des données liées à des actifs immobiliers digitalisés.

1.3. Effectif

Au 30 juin 2017, l'effectif total du Groupe était de 40 431 personnes (39 813 personnes au 31 décembre 2016) dont 18,0 % sur les zones X-Shore.

1.4. Situation financière du Groupe

Au 30 juin 2017, la situation financière de Sopra Steria est solide tant du point de vue de ses ratios financiers que de sa liquidité.

Le flux net de trésorerie disponible du 1^{er} semestre, traditionnellement négatif conformément à la saisonnalité habituelle, s'est établi à (-) 109,0 M€.

Les décaissements liés à la croissance externe (variations de périmètre) ont représenté 26,6 M€ sur le semestre.

La dette financière nette s'est établie à 643,3 M€ à fin juin 2017, représentant 1,9 fois l'EBITDA à comparer à 2,2x au 30 juin 2016 (covenant financier fixé à trois fois maximum).

Au 30 juin 2017, le Groupe dispose de 1,5 Md€ de financements dont 1,1 Md€ était disponible ⁽¹⁾. Le crédit syndiqué du Groupe a, par ailleurs, été allongé d'un an jusqu'au 6 juillet 2022.

2. Faits marquants de la période

Opérations réalisées au cours de la période

- **Cassiopae** : participation portée de 75 % à 100 % du capital (la société était déjà consolidée à 100 % depuis le 2^e trimestre 2016) ;
- **CS (Communication & Systèmes)** : conversion en actions des obligations convertibles que détenait Sopra Steria, donnant ainsi accès à 11,39 % du capital de CS (Euronext Paris : SX). Cette évolution conforte le partenariat industriel et commercial en vigueur entre CS et Sopra Steria ;
- Prise de participation minoritaire dans la création de la société **La FoncièreNumérique**[®].

Nomination d'un nouvel administrateur

L'Assemblée générale mixte des actionnaires du 13 juin 2017 a validé la cooptation de Mme Emma Fernández en qualité de nouvel administrateur pour une durée d'un an qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

3. Facteurs de risque et transactions entre parties liées

3.1. Facteurs de risque

Les facteurs de risques sont de même nature que ceux qui sont exposés dans la section 10 du chapitre 1 du document de référence 2016 (pages 37 à 42) et ne présentent pas d'évolution significative.

Une description des principaux risques est disponible dans le document de référence 2016, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF), le 13 avril 2017 accessible sur notre site Internet via l'adresse suivante : <https://www.soprasteria.com/>

- La section 10.1 détaille les principaux facteurs de risques liés à l'activité, qui sont les risques relatifs aux Ressources Humaines, à l'exécution des projets et à la production, aux relations commerciales avec les grands clients, de réputation et d'image, industriels et environnementaux ;

- la section 10.2 présente les facteurs de risques relatifs à l'environnement des affaires ;
- la section 10.3 expose les risques financiers ;
- la section 10.4 détaille les risques liés aux engagements relatifs aux régimes de retraite (« fonds de pension ») ;
- enfin la section 10.5 présente les principaux risques juridiques suivis des principaux programmes d'assurances à la section 10.6.

Les montants relatifs aux risques financiers au 30 juin 2017 sont exposés dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent rapport (pages 28 et 29).

À la date de rédaction du présent rapport, aucun autre risque significatif que ceux mentionnés dans le document de référence 2016 n'a été identifié pour le 2nd semestre 2017.

(1) À encours de billets de trésorerie (399,2 M€ au 30 juin 2017) et découverts constants

3.2. Transactions avec les parties liées

Ces transactions sont décrites dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent rapport (page 32).

4. Perspectives

Les objectifs du Groupe pour l'exercice 2017 sont confirmés :

- une croissance organique du chiffre d'affaires comprise entre 2 % et 3 % ;
- un taux de marge opérationnelle d'activité de l'ordre de 8,5 % ;
- un flux net de trésorerie disponible supérieur à 150 M€.

5. Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2017

- **Acquisition de Kentor** : Sopra Steria a finalisé le mercredi 30 août 2017 l'acquisition de 100 % de la société Kentor, renforçant ainsi son positionnement en Scandinavie. Kentor est consolidée dans les comptes de Sopra Steria depuis cette date.
- **Projet d'acquisition de Galitt** : Sopra Steria a annoncé le jeudi 31 août 2017, son projet de rapprochement avec Galitt, société de Conseil et Éditeur de solutions sur le marché des systèmes de paiement et des transactions sécurisées.

Sopra Steria a pour projet d'acquérir 88,2 % des actions et droits de votes de Tecfit, société holding à 100 % du groupe Galitt, jusqu'alors exclusivement détenue par le fondateur et le management historique qui resteraient actionnaires minoritaires à hauteur de 11,8 % du capital. Une acquisition différée des parts minoritaires par Sopra Steria est envisagée au plus tard en 2021.

Annexe/Glossaire

- **Chiffre d'affaires retraité** : chiffre d'affaires de l'année précédente retraité de façon à l'exprimer sur la base du périmètre et des taux de change de l'année en cours.
- **Croissance organique du chiffre d'affaires** : croissance de l'activité entre le chiffre d'affaires de la période et le chiffre d'affaires retraité sur la même période pour l'exercice précédent.
- **EBITDA** : cet indicateur, tel que défini dans le document de référence, correspond au Résultat opérationnel d'activité consolidé majoré des dotations aux amortissements et aux provisions incluses dans le Résultat opérationnel d'activité.
- **Résultat opérationnel d'activité** : cet indicateur, tel que défini dans le document de référence, correspond au Résultat opérationnel courant retraité de la charge relative au coût des services rendus par les bénéficiaires de stock-options et d'actions gratuites et des dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés.
- **Résultat opérationnel courant** : cet indicateur correspond au résultat opérationnel avant la prise en compte des autres produits et charges opérationnels qui correspondent à des produits et des charges opérationnels inhabituels, anormaux, peu fréquents, non prédictifs, et de montant particulièrement significatif, présentés de manière distincte afin de faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.
- **Résultat courant de base par action** : cet indicateur correspond au résultat net de base par action avant la prise en compte des autres produits et charges opérationnels nets d'impôts.
- **Flux net de trésorerie disponible** : le flux net de trésorerie disponible (*Free Cash Flow*) se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité (tel que décrit dans le tableau des flux de trésorerie du document de référence), diminué des investissements (nets des cessions) en immobilisations corporelles et incorporelles, diminué des intérêts financiers nets et diminué des contributions additionnelles liées aux engagements de retraites à prestations définies pour faire face aux déficits des plans.

2

COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS

État du résultat net consolidé

10

État du résultat global consolidé

11

État de la situation financière consolidée

12

État des variations des capitaux propres consolidés

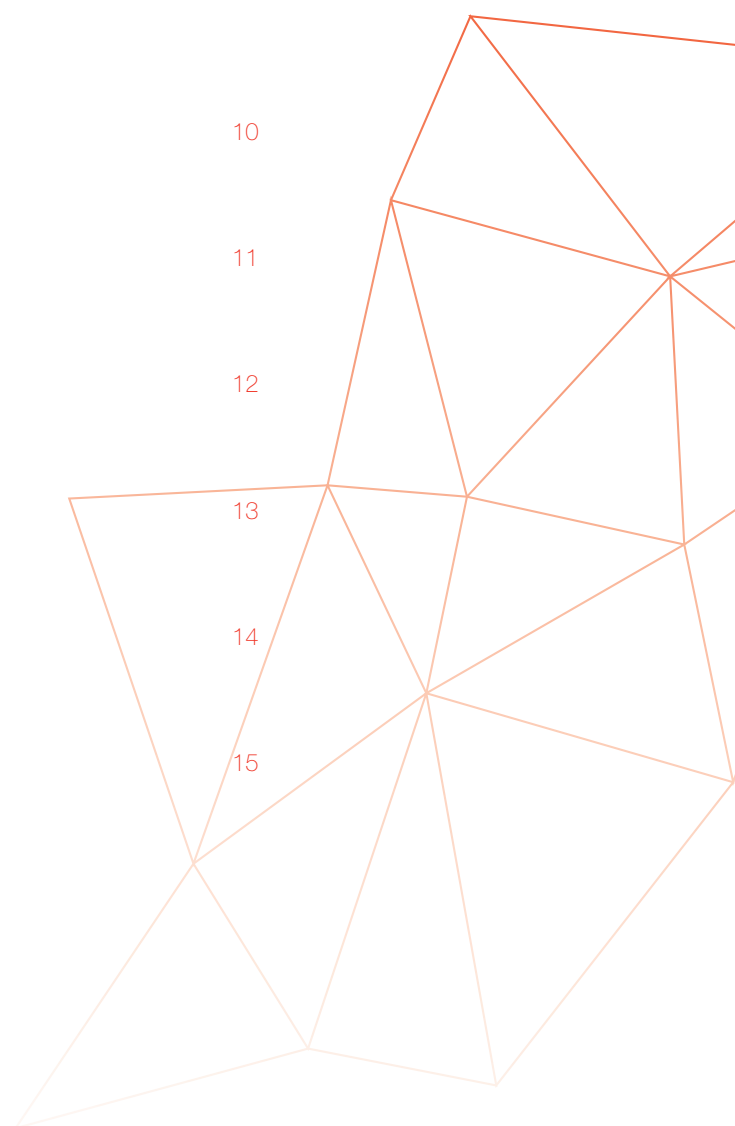
13

Tableau des flux de trésorerie consolidés

14

Notes aux états financiers consolidés condensés

15



État du résultat net consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Chiffre d'affaires	4.1	1 903,2	1 878,8
Charges de personnel	5.1	- 1 176,4	- 1 150,8
Achats et charges externes		- 571,1	- 560,2
Impôts et taxes		- 19,5	- 19,2
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		- 2,2	- 20,9
Autres produits et charges opérationnels courants		8,1	6,5
Résultat opérationnel d'activité		142,1	134,2
<i>en % du CA</i>		7,5 %	7,1 %
Charges liées aux stock-options et assimilées	5.4	- 17,0	- 10,2
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		- 10,9	- 10,1
Résultat opérationnel courant		114,2	114,0
<i>en % du CA</i>		6,0 %	6,1 %
Autres produits et charges opérationnels	4.2	- 11,4	- 10,7
Résultat opérationnel		102,7	103,2
<i>en % du CA</i>		5,4 %	5,5 %
Coût de l'endettement financier net	11.1.1	- 3,5	- 3,8
Autres produits et charges financiers	11.1.2	- 2,5	- 4,6
Charge d'impôt	6	- 30,8	- 44,4
Résultat net des entreprises associées	9.1	1,0	3,8
Résultat net des activités poursuivies		66,9	54,2
Résultat net des activités cédées		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		66,9	54,2
<i>en % du CA</i>		3,5 %	2,9 %
Intérêts ne conférant pas le contrôle	13.1.4	0,9	0,2
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		66,0	54,0
<i>en % du CA</i>		3,5 %	2,9 %
RÉSULTAT PAR ACTION <i>(en euros)</i>			
Résultat de base par action	13.2	3,27	2,70
Résultat dilué par action	13.2	3,26	2,69

État du résultat global consolidé

(en millions d'euros)

	Notes	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé		66,9	54,2
Autres éléments du résultat global :			
Écarts actuariels liés aux engagements de retraite	5.3	18,3	- 175,8
Effets d'impôts		- 3,9	35,4
Éléments relatifs aux entreprises associées		-	-
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et non recyclables en résultat		14,5	- 140,5
Différences de conversion		- 26,3	- 81,7
Variation des couvertures d'investissement net		4,3	18,7
Effets d'impôts sur couvertures d'investissement net		- 1,5	- 6,4
Variation des couvertures de flux de trésorerie		0,4	1,0
Effets d'impôts sur couvertures de flux de trésorerie		- 0,1	- 0,4
Éléments relatifs aux entreprises associées		- 7,6	1,8
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables en résultat		- 30,8	- 67,0
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		- 16,3	- 207,5
RÉSULTAT GLOBAL		50,6	- 153,3
Intérêts ne conférant pas le contrôle		- 1,1	- 7,0
Part du Groupe		51,7	- 146,3

État de la situation financière consolidée

Actif (en millions d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Écarts d'acquisition	8.1	1 536,7	1 557,0
Immobilisations incorporelles		183,7	199,6
Immobilisations corporelles		121,1	120,7
Titres de participation mis en équivalence	9.2	194,2	202,3
Autres actifs financiers non courants	7.1	31,7	22,8
Engagements de retraite et assimilés	5.3	4,3	4,1
Impôts différés actifs		135,9	144,8
Actif non courant		2 207,6	2 251,3
Clients et comptes rattachés	7.2	1 191,1	1 132,7
Autres actifs courants		274,4	231,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.2	222,0	265,4
Actif courant		1 687,5	1 629,3
Actifs destinés à la vente		2,7	4,4
TOTAL DE L'ACTIF		3 897,8	3 884,9

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Capital		20,5	20,5
Primes		531,6	531,4
Réserves consolidées et autres réserves		467,2	368,2
Résultat de l'exercice		66,0	150,4
Capitaux propres – part du Groupe		1 085,4	1 070,6
Intérêts ne conférant pas le contrôle		31,7	32,5
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	13.1	1 117,0	1 103,1
Emprunts et dettes financières – part non courante	11.2	424,5	402,6
Impôts différés passifs		14,9	15,9
Engagements de retraite et assimilés	5.3	437,5	468,6
Provisions non courantes	10.1	47,8	49,7
Autres dettes non courantes	7.4	69,4	86,4
Passif non courant		994,2	1 023,3
Emprunts et dettes financières – part courante	11.2	440,8	368,8
Provisions courantes	10.1	44,4	66,7
Fournisseurs et comptes rattachés		269,2	285,9
Autres dettes courantes		1 032,1	1 037,1
Passif courant		1 786,6	1 758,5
Passifs destinés à la vente		-	0,1
TOTAL DU PASSIF		2 780,7	2 781,8
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		3 897,8	3 884,9

État des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Autres éléments du résultat global	Total part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
Au 31/12/2015	20,4	528,3	- 54,9	616,0	84,6	1 194,4	38,7	1 233,1
Opérations sur capital	-	2,0	-	-	-	2,0	-	2,0
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	8,0	-	8,0	-	8,0
Opérations sur titres autodétenus	-	-	14,6	- 5,3	-	9,3	-	9,3
Dividendes ordinaires	-	-	-	- 34,8	-	- 34,8	-	- 34,8
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	- 22,6	-	- 22,6	2,4	- 20,2
Autres mouvements	-	-	-	- 3,4	-	- 3,4	-	- 3,4
Transactions avec les actionnaires	-	2,0	14,6	- 58,0	-	- 41,5	2,4	- 39,1
Résultat net de la période	-	-	-	54,0	-	54,0	0,2	54,2
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 200,2	- 200,2	- 7,3	- 207,5
Résultat global de la période	-	-	-	54,0	- 200,2	- 146,3	- 7,0	- 153,3
Au 30/06/2016	20,5	530,3	- 40,4	612,0	- 115,7	1 006,7	34,0	1 040,7
Opérations sur capital	0,1	1,1	-	- 0,9	-	0,3	-	0,3
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	1,7	-	1,7	-	1,7
Opérations sur titres autodétenus	-	-	1,5	- 0,4	-	1,0	-	1,0
Dividendes ordinaires	-	-	-	0,7	-	0,7	-	0,7
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	- 8,3	-	- 8,3	- 2,5	- 10,8
Autres mouvements	-	-	-	0,4	1,0	1,3	-	1,3
Transactions avec les actionnaires	0,1	1,1	1,5	- 6,9	1,0	- 3,3	- 2,5	- 5,8
Résultat net de la période	-	-	-	96,5	-	96,5	5,1	101,6
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 29,3	- 29,3	- 4,1	- 33,3
Résultat global de la période	-	-	-	96,5	- 29,3	67,2	1,0	68,2
Au 31/12/2016	20,5	531,4	- 38,9	701,6	- 144,0	1 070,6	32,5	1 103,1
Opérations sur capital	-	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	14,2	-	14,2	-	14,3
Opérations sur titres autodétenus	-	-	3,4	- 8,6	-	- 5,1	-	- 5,1
Dividendes ordinaires	-	-	-	- 45,1	-	- 45,1	-	- 45,1
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	- 2,7	-	- 2,7	0,3	- 2,4
Autres mouvements	-	-	-	1,6	-	1,6	- 0,1	1,5
Transactions avec les actionnaires	-	0,2	3,4	- 40,6	-	- 36,9	0,2	- 36,7
Résultat net de la période	-	-	-	66,0	-	66,0	0,9	66,9
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 14,3	- 14,3	- 2,0	- 16,3
Résultat global de la période	-	-	-	66,0	- 14,3	51,7	- 1,1	50,6
AU 30/06/2017	20,5	531,6	- 35,5	727,0	- 158,3	1 085,4	31,7	1 117,0

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net consolidé (y compris intérêts ne conférant pas le contrôle)		66,9	54,2
Dotations nettes aux amortissements et provisions		19,1	31,6
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		2,5	-
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	5.4	17,0	10,2
Plus et moins-values de cession		- 6,8	0,1
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	9.1	- 1,0	- 3,8
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		97,8	92,2
Coût de l'endettement financier net	11.1.1	3,5	3,8
Dividendes de titres non consolidés		-	- 0,2
Charge d'impôt	6	30,8	44,4
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)		132,1	140,2
Impôt versé (B)		- 23,7	- 33,0
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR) lié à l'activité (C)		- 184,0	- 172,9
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)		- 75,7	- 65,7
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12.2	- 22,8	- 20,2
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2,0	0,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		- 0,1	-
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		0,1	-
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie		- 26,6	- 91,2
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		2,8	0,2
Encaissements/(Décaissements) liés aux prêts et avances consentis		- 2,1	- 0,1
Intérêts financiers nets reçus		-	0,5
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)		- 46,7	- 110,6
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		0,2	2,0
Rachats et reventes d'actions propres	12.2	- 1,0	9,3
Encaissements/(Décaissements) liés aux emprunts		96,5	85,6
Intérêts financiers nets versés		1,0	- 1,4
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	12.2	- 8,8	- 10,8
Autres flux liés aux opérations de financement		1,2	0,3
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)		89,1	84,9
Incidence des variations des cours des devises (G)		- 7,7	- 17,0
VARIATION DE TRÉSORERIE NETTE (D+E+F+G)		- 41,0	- 108,5
Trésorerie d'ouverture		261,7	217,5
Trésorerie de clôture		220,8	109,0

Notes aux états financiers consolidés condensés

NOTE 1	RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	16	NOTE 9	TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	26
1.1.	Base de préparation	16	9.1.	Résultat net des entreprises associées	26
1.2.	Application de nouvelles normes et interprétations	16	9.2.	Valeur au bilan des entreprises associées	26
1.2.1.	Description de l'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »	16	NOTE 10	PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS	27
1.2.2.	Description de l'application d'IFRS 9 « Instruments financiers »	17	10.1.	Provisions courantes et non courantes	27
1.3.	Estimations et jugements comptables déterminants	17	10.2.	Passifs éventuels	27
NOTE 2	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	18	NOTE 11	FINANCEMENT ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	28
NOTE 3	INFORMATION SECTORIELLE	18	11.1.	Charges et produits financiers	28
3.1.	Résultats sectoriels	18	11.1.1.	Coût de l'endettement financier net	28
3.2.	Ventilation par pays du chiffre d'affaires	19	11.1.2.	Autres produits et charges financiers	28
NOTE 4	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	20	11.2.	Emprunts et dettes financières – Endettement net	28
4.1.	Chiffre d'affaires	20		Valeurs mobilières de placement et disponibilités	29
4.2.	Autres produits et charges opérationnels non courants	20		Emprunts et dettes financières	29
NOTE 5	AVANTAGES AU PERSONNEL	21	11.3.	Instruments financiers et gestion des risques de taux et de change	29
5.1.	Charges de personnel	21	11.3.1.	Gestion du risque de taux	29
5.2.	Effectifs	21	11.3.2.	Gestion du risque de change	29
5.3.	Engagements de retraite et assimilés	21	NOTE 12	FLUX DE TRÉSORERIE	30
5.4.	Charges liées aux stock-options et assimilées	22	12.1.	Variation de l'endettement financier net	30
5.4.1.	Plan d'attribution d'actions gratuites	22	12.2.	Autres flux de trésorerie	31
5.4.2.	Plan d'actionnariat salarié	22	NOTE 13	CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION	31
NOTE 6	CHARGE D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS	23	13.1.	Capitaux propres	31
NOTE 7	ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	23	13.1.1.	Évolution du capital social	31
7.1.	Autres actifs financiers non courants	23	13.1.2.	Opération sur titres autodétenus	31
7.2.	Clients et comptes rattachés	24	13.1.3.	Dividendes	31
7.3.	Autres actifs courants	24	13.1.4.	Intérêts ne conférant pas le contrôle	31
7.4.	Autres dettes non courantes	24	13.2.	Résultats par action	32
NOTE 8	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	25	NOTE 14	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	32
8.1.	Écarts d'acquisition	25	NOTE 15	ENGAGEMENTS HORS BILAN	33
8.1.1.	Tableau de variation des écarts d'acquisition	25	NOTE 16	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DU 30 JUIN 2017	33
8.1.2.	Répartition des écarts d'acquisition par UGT	25			
8.1.3.	Tests de dépréciation	25			
8.2.	Actifs non courants destinés à être cédés	25			

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés au 30 juin 2017 du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 27 juillet 2017.

1.1. Base de préparation

Les états financiers consolidés au 30 juin 2017 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS, publiée par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptée dans l'Union européenne et disponible sur le site Internet : http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm.

Les principes comptables des comptes consolidés condensés au 30 juin 2017 sont identiques à ceux adoptés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016 et décrits dans le document de référence 2016, déposé le 13 avril 2017 auprès de l'AMF sous le n° D. 17-0381, disponible sur le site Internet <http://www.soprasteria.com>, au chapitre 4 note 1.

1.2. Application de nouvelles normes et interprétations

Il n'y a pas de nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les textes publiés par l'IASB, adoptés par l'Union européenne mais dont la date d'application est postérieure au 1^{er} janvier 2017. Il s'agit principalement d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » et d'IFRS 9 « Instruments financiers ».

Le Groupe n'applique pas non plus de manière anticipée les amendements à IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » et la norme IFRS 16 « Contrats de location », textes publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2017.

IFRS 16 « Contrats de location » est applicable au 1^{er} janvier 2019. De manière très synthétique, elle aura pour effet, chez le preneur, la comptabilisation à l'actif du bilan d'un droit d'utilisation et au passif d'une dette de location. Le Groupe a réalisé une étude d'impact sur la base des engagements de loyers des contrats de location simple figurant dans les notes aux états financiers des comptes clos au 31 décembre 2015 et prévoit de lancer un diagnostic puis une phase de mise en œuvre de la nouvelle norme au cours du 2nd semestre de l'année 2017.

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018. Elles sont détaillées dans les paragraphes suivants.

1.2.1. Description de l'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »

Le Groupe a lancé en septembre 2016 un projet de transition en vue d'appliquer IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » au 1^{er} janvier 2018. Il se compose principalement d'une première phase de diagnostic et d'identification des divergences potentielles induites par l'application des nouvelles règles suivie d'une seconde phase de mise en œuvre des potentiels changements. Parallèlement, le Groupe a participé aux discussions menées au sein de Syntec Numérique pour identifier les problématiques posées par la nouvelle norme et en tirer des interprétations et des traitements homogènes avec les principaux autres acteurs français du secteur.

Le diagnostic a été réalisé sur la base des contrats en cours d'exécution au 1^{er} janvier 2017 et se poursuivant au-delà de cette date et de tout nouveau contrat signé au cours du 1^{er} semestre 2017. Des échantillons de contrats clients suffisamment représentatifs et couvrant une part très significative du chiffre d'affaires ont été constitués. Les catégories de prestations porteuses de divergences potentielles par rapport à la pratique actuelle de reconnaissance du revenu ont donné lieu à l'analyse des contrats correspondants. Ainsi, ont été analysés les contrats de vente de licences accompagnés de travaux de développement et d'intégration, les contrats au forfait, les prestations intégrant une phase de transition ou de transformation, les opérations de négoce de licences ou de matériels pour le compte des clients.

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » propose une démarche d'analyse des contrats clients en cinq étapes qui consistent en :

- la désignation du contrat conclu avec le client ;
- puis, en l'identification des obligations de prestations incluses dans celui-ci ;
- suivie par la détermination de son prix de transaction ;
- ensuite, par l'allocation de ce dernier aux différentes obligations de prestations identifiées ;
- et, enfin, qui se termine par la reconnaissance du revenu.

Des divergences par rapport à l'application des normes actuelles ont pu être identifiées ponctuellement, sur un nombre limité de contrats, au cours de l'analyse requise par chacune de ces étapes.

Ainsi, selon IFRS 15, des obligations de prestations incluses dans un contrat sont distinctes entre elles si elles peuvent l'être dans l'absolu et si elles le sont plus particulièrement dans le cadre du contrat en question.

En outre, d'autres prestations peuvent être mises en œuvre pour permettre l'exécution future du contrat. La norme définit ces dernières et précise leur traitement par la reconnaissance d'un actif correspondant à leurs coûts et amorti sur la durée des obligations de prestation auxquelles ils se réfèrent. L'application

de ces principes aux contrats du Groupe a pu aboutir à constater des différences notamment dans la distinction entre les phases de transition et de transformation et à reconsidérer la distinction entre obligations de prestations incluses dans certains contrats.

D'autre part, IFRS 15 précise les modalités de détermination du prix de transaction d'un contrat et ensuite son allocation aux différentes obligations de prestations qu'il comprend. Ainsi feront partie intégrante du prix de transaction :

- les considérations variables accordées au client telles que des remises, des pénalités ou des bonus en fonction de leurs probabilités d'occurrence ;
- les composantes de financement incluses dans le contrat telles que, par exemple, l'octroi de délais de règlement supérieurs à une année aboutissant ainsi à la distinction d'un revenu financier présenté distinctement du chiffre d'affaires ;
- les contreparties payables au client qui ne peuvent pas être identifiées comme des prestations distinctes réalisées par le client dans le cadre du contrat ;
- les contreparties autres qu'en trésorerie.

L'application de ces principes à l'analyse des contrats a pu aboutir, pour un nombre limité d'entre eux, à reconsidérer certains éléments du prix de transaction ou à allouer différemment ses composantes.

Enfin, une fois le contrat client et ses obligations de prestations identifiés et valorisés, la dernière étape a pour but de définir et d'appliquer la méthode de reconnaissance du revenu du contrat. Celle-ci sera fonction de la façon dont le Groupe transfère à son client le contrôle des biens ou des services qu'il réalise pour lui. Ainsi, IFRS 15 diverge des règles antérieures par la définition de critères précis permettant de considérer le transfert en continu du contrôle des biens et services au client et donc d'appliquer la méthode à l'avancement, par exemple, aux contrats de construction au forfait. La norme modifie également les critères distinguant les situations dans lesquelles, pour une obligation de prestation distincte, le Groupe agit soit en tant que principal, soit en tant qu'agent. Ainsi, le Groupe agira en tant que principal dès lors qu'il contrôlera les services réalisés par un sous-traitant ou les biens achetés auprès d'un fournisseur avant d'en transférer le contrôle à son client. Dans le cas où il est agent, le montant du revenu est limité aux honoraires ou commissions auxquels le Groupe a droit par l'application des dispositions du contrat et qui sont représentatifs de la marge réalisée sur celui-ci.

Ainsi, l'application de ces règles a abouti à reconsidérer pour certains contrats de négoce de licences ou de matériels, activité très marginale dans le Groupe, la position en tant que principal et donc à réduire le montant du revenu et des charges reconnus sans effet sur le *Résultat opérationnel d'activité*.

Par ailleurs, un nombre de contrats très limités ne satisfait pas aux critères permettant de reconnaître le revenu à l'avancement des prestations mais à l'achèvement décalant ainsi la reconnaissance du revenu et de la marge associée à la fin de la réalisation de l'obligation de prestation.

À l'issue de cette phase de diagnostic, le Groupe juge qu'en l'état actuel des travaux, l'application d'IFRS 15 n'aurait pas d'impact significatif sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel consolidés.

Enfin, le Groupe prévoit d'appliquer IFRS 15 à partir du 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective aux périodes de l'exercice 2017 qui seront présentées en comparaison de celles de l'exercice 2018.

1.2.2. Description de l'application d'IFRS 9 « Instruments financiers »

IFRS 9 « Instruments financiers » est d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe a lancé en fin d'année 2016 un projet de diagnostic et d'application des nouvelles règles qui concernent principalement ses positions de couverture des risques de change et de taux d'intérêt.

Le Groupe est concerné par l'application de ces nouvelles règles au niveau du traitement des couvertures de ses risques de change et de taux d'intérêt et du modèle de dépréciation des créances commerciales.

1.3. Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers intermédiaires implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application de ses méthodes comptables.

Ces estimations et jugements, continuellement mis à jour, sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, les estimations comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les hypothèses et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles et notamment des écarts d'acquisition (cf. note 8) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (cf. note 5.3) ;
- la reconnaissance du revenu (cf. note 4.1) ;
- la valorisation d'actifs d'impôts différés ;
- les dettes sur détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle (cf. note 7.4) ;
- les provisions pour risques (cf. note 10.1).

NOTE 2

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

- **Cassiopae** – Les entités du groupe Cassiopae sont entrées dans le périmètre de Sopra Steria Group le 1^{er} avril 2016. Au 31 mars 2017, la juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés a fait l'objet d'un ajustement définitif.

Le goodwill définitif lié à cette acquisition est déterminé de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Total
Total des actifs acquis	63,9
Total des passifs repris	71,1
TOTAL ACTIFS NETS ACQUIS/(PASSIFS NETS REPRIS)	- 7,2
Intérêts minoritaires	- 2,2
PRIX D'ACQUISITION	53,3
ÉCART D'ACQUISITION	58,4

Par ailleurs, dans le cadre d'un pacte d'actionnaires conclu avec les autres actionnaires de KSEOP, société holding du groupe Cassiopae, le Groupe s'était engagé irrévocablement, sous la forme d'une promesse d'achat consentie pour une durée de huit années à compter de la date d'acquisition, à acquérir auprès de chacun d'entre eux leurs titres. Cette option de vente a été exercée le

26 janvier 2017 et Sopra Banking Software est devenue actionnaire à 100 % de KSEOP. Le passif comptabilisé au 31 décembre 2016 au titre de cette promesse d'achat consentie (valorisé au prix d'acquisition des 25 % du capital de KSEOP, soit 26,5 M€) est donc totalement soldé (cf. note 7.4).

- Aucune autre variation significative de périmètre n'est intervenue au cours du semestre.

NOTE 3

INFORMATION SECTORIELLE

3.1. Résultats sectoriels

a. France

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
Chiffre d'affaires	801,4		778,8	
Résultat opérationnel d'activité	72,2	9,0 %	66,8	8,6 %
Résultat opérationnel courant	60,8	7,6 %	59,5	7,6 %
Résultat opérationnel	56,5	7,1 %	54,6	7,0 %

b. Royaume-Uni

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
Chiffre d'affaires	413,0		483,4	
Résultat opérationnel d'activité	24,6	6,0 %	35,4	7,3 %
Résultat opérationnel courant	18,3	4,4 %	29,3	6,1 %
Résultat opérationnel	18,4	4,5 %	29,2	6,0 %

c. Autre Europe

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
Chiffre d'affaires	397,8		355,6	
Résultat opérationnel d'activité	27,2	6,8 %	15,8	4,4 %
Résultat opérationnel courant	24,5	6,1 %	13,9	3,9 %
Résultat opérationnel	20,1	5,1 %	11,1	3,1 %

d. Sopra Banking Software

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
Chiffre d'affaires	185,8		160,2	
Résultat opérationnel d'activité	6,3	3,4 %	6,9	4,3 %
Résultat opérationnel courant	0,3	0,1 %	2,6	1,6 %
Résultat opérationnel	- 1,3	- 0,7 %	1,1	0,7 %

e. Autres Solutions

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
Chiffre d'affaires	105,1		100,7	
Résultat opérationnel d'activité	11,7	11,2 %	9,3	9,2 %
Résultat opérationnel courant	10,4	9,9 %	8,7	8,6 %
Résultat opérationnel	9,0	8,6 %	8,1	8,0 %

f. Non affecté

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
Chiffre d'affaires	-		-	
Résultat opérationnel d'activité	-		-	
Résultat opérationnel courant	-		-	
Résultat opérationnel	- 0,1		- 0,9	

g. Groupe

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
Chiffre d'affaires	1 903,2		1 878,8	
Résultat opérationnel d'activité	142,1	7,5 %	134,2	7,1 %
Résultat opérationnel courant	114,2	6,0 %	114,0	6,1 %
Résultat opérationnel	102,7	5,4 %	103,2	5,5 %

3.2. Ventilation par pays du chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Autres pays d'Europe	Autres zones	Total
1 ^{er} semestre 2016	916,2	504,4	419,6	38,6	1 878,8
1 ^{er} semestre 2017	967,5	430,2	461,0	44,5	1 903,2

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

4.1. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017		1 ^{er} semestre 2016	
France	801,4	42,1 %	778,8	41,5 %
Royaume-Uni	413,0	21,7 %	483,4	25,7 %
Autre Europe	397,8	20,9 %	355,6	18,9 %
Sopra Banking Software	185,8	9,8 %	160,2	8,5 %
Autres Solutions	105,1	5,5 %	100,7	5,4 %
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	1 903,2	100,0 %	1 878,8	100,0 %

4.2. Autres produits et charges opérationnels non courants

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Frais liés aux regroupements d'entreprises (honoraires, commissions...)	- 0,4	- 1,0
Coûts nets de restructuration et de réorganisation	- 10,1	- 7,9
■ dont intégration et réorganisation des activités	- 0,8	- 0,8
■ dont coût des départs	- 9,4	- 7,1
Autres charges opérationnelles	- 1,1	- 1,8
Total des autres charges opérationnelles	- 11,6	- 10,7
Autres produits opérationnels	0,2	-
Total des autres produits opérationnels	0,2	-
TOTAL	- 11,4	- 10,7

Au cours du 1^{er} semestre 2017, le Groupe a poursuivi ses efforts de restructuration et de réorganisation principalement en France dans son activité de gestion d'infrastructures informatiques et en Allemagne. Les coûts nets de restructuration et de réorganisation

comprennent également un produit de 0,5 M€ correspondant au résultat de cession de locaux en Inde classés en actifs non courants destinés à être cédés (cf. note 8.2).

NOTE 5 AVANTAGES AU PERSONNEL

5.1. Charges de personnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Salaires et traitements	- 884,9	- 865,0
Charges sociales	- 274,2	- 274,8
Charge nette liée aux avantages postérieurs à l'emploi et assimilés	- 17,3	- 11,0
TOTAL	- 1 176,4	- 1 150,8

5.2. Effectifs

Effectifs fin de période	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
France	18 629	18 223
International	21 802	20 977
TOTAL	40 431	39 200

5.3. Engagements de retraite et assimilés

Les engagements de retraite et assimilés se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Avantages postérieurs à l'emploi à l'actif	- 4,3	- 4,1
Avantages postérieurs à l'emploi au passif	423,0	450,5
Avantages postérieurs à l'emploi nets	418,7	446,3
Autres avantages à long terme	14,5	18,1
TOTAL	433,2	464,5

Les avantages postérieurs à l'emploi concernent les engagements du Groupe vis-à-vis de ses employés au titre des indemnités de fin de carrière en France, des régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe (Belgique, Norvège).

Le passif net représenté par les engagements de retraite et avantages assimilés est calculé à la date de clôture des comptes sur

la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles a été réalisée afin de tenir compte des évolutions éventuelles du semestre ou d'impacts ponctuels. La valeur de marché des actifs de couverture est revue à la date de clôture.

L'évolution des passifs nets des principaux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au cours du 1^{er} semestre 2017 est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	Fonds de pension à prestations définies Royaume-Uni	Indemnités de fin de carrière France	Fonds de pension à prestations définies Allemagne	Autres	Total
Passif net au 31 décembre 2016	295,2	104,7	42,8	3,5	446,3
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	6,3	5,0	0,4	0,2	11,9
■ dont dotations opérationnelles liées au coût des services rendus	2,6	4,1	0,1	0,2	6,9
■ dont charges nettes d'intérêts	3,8	0,9	0,3	-	5,0
Charge nette comptabilisée en capitaux propres	- 14,9	- 2,6	- 0,8	- 0,5	- 18,8
■ dont rendement des actifs du régime	- 44,9	-	-	- 0,3	- 45,2
■ dont écarts d'expérience	8,4	0,7	-	- 0,1	8,9
■ dont effet des changements dans les hypothèses financières	21,6	- 3,2	- 0,8	- 0,1	17,5
Cotisations	- 11,2	- 1,2	- 0,6	- 0,3	- 13,4
■ dont cotisations de l'employeur	- 11,2	- 1,2	- 0,6	- 0,3	- 13,4
■ dont cotisations du participant au régime	-	-	-	-	-
Différences de change	- 7,4	-	-	-	- 7,3
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
PASSIF NET AU 30 JUIN 2017	268,1	105,9	41,9	2,9	418,7

Les hypothèses actuarielles utilisées au 30 juin 2017 pour valoriser ces passifs sont les suivantes :

	Royaume-Uni	France	Allemagne	Autres
Taux d'actualisation	2,59 %	1,95 %	1,04 % à 1,69 %	0,85 % à 2,30 %
Taux d'inflation ou d'augmentation des salaires	3,12 %	2 % à 2,5 %	2 % à 2,50 %	2 % à 3,00 %

Au 31 décembre 2016, elles étaient de :

	Royaume-Uni	France	Allemagne	Autres
Taux d'actualisation	2,68 %	1,74 %	1,04 %- 2,03 %	0,50 %- 2,60 %
Taux d'inflation ou d'augmentation des salaires	3,19 %	2 %- 2,50 %	2 % à 2,50 %	2 % à 3,00 %

Au Royaume-Uni, les plans de régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies comprennent le versement de contributions afin de combler les déficits des fonds. La négociation triennale en cours au 31 décembre dernier avec les trustees pour déterminer les contributions additionnelles et futures éventuellement nécessaires pour combler les déficits a abouti au cours du mois de juin. Le niveau des contributions additionnelles a été fixé et s'approcherait de 20 M€ par an jusqu'en 2020 à partir du 2nd semestre 2017.

5.4. Charges liées aux stock-options et assimilées

5.4.1. Plan d'attribution d'actions gratuites

Le 24 février 2017, le Groupe a mis en place un nouveau plan d'actions gratuites comparable à celui décidé le 24 juin 2016 et

décrit en note 5.4.2. Chapitre 4. Comptes consolidés du Rapport financier annuel 2016. Il est assujéti à la réalisation de conditions de performance basées sur la croissance du chiffre d'affaires, les niveaux de *Résultat opérationnel d'activité* et de flux net de trésorerie disponible sur les exercices 2017, 2018 et 2019, et à des conditions de présence. Une charge de 2,4 M€ a été comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2017 en *Charges liées aux stock-options et assimilées* au titre de ces plans.

La charge relative aux coûts des services rendus au titre des autres plans durant la période d'acquisition des droits s'élève à 0,1 M€ au cours du 1^{er} semestre 2017.

5.4.2. Plan d'actionnariat salarié

Dans le cadre du Projet d'Entreprise Sopra Steria, le Groupe a lancé un programme d'actionnariat salarié, dénommé *We Share*. Dans ce cadre, et après le programme *We Share 2016*, il a permis aux salariés d'acheter des actions Sopra Steria Group, sous certaines conditions, du 30 mars au 11 avril 2017 inclus.

Les principales caractéristiques de l'offre étaient les suivantes :

- une offre ouverte à l'ensemble des salariés éligibles ;
- un investissement, *via* le FCPE, en actions Sopra Steria Group, dont la performance suivra à la hausse comme à la baisse l'évolution du cours de l'action ;
- le bénéfice d'un abondement à raison d'une action Sopra Steria Group gratuite pour une action achetée ;
- un montant d'investissement correspondant au minimum au prix d'une action et au maximum à 3 000 € ;
- le bénéfice des dividendes éventuels attachés à l'action ;
- une fiscalité favorable dans le cadre du Plan d'Épargne Groupe (PEG) ;
- un investissement bloqué cinq ans, sauf cas de déblocage anticipé.

Le résultat final de l'opération a été de 107 547 actions souscrites par les salariés et autant d'actions versées au titre de l'abondement. Sopra Steria Group a utilisé, pour transférer les actions au titre de l'abondement, son stock d'actions autodétenues, correspondant soit à des actions existantes, soit à des actions préalablement rachetées dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires du 22 juin 2016.

La juste valeur des actions gratuites a été déterminée par référence à la moyenne des cours de clôture pendant la période de souscription du 30 mars au 11 avril 2017, soit 132,26 €, à laquelle a été appliquée une décote d'incessibilité de 20 %.

Une charge de 14,5 M€, dont 11,7 M€ au titre d'IFRS 2 a été comptabilisée en Résultat opérationnel courant.

NOTE 6

CHARGE D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Impôts courants	- 27,6	- 36,7
Impôts différés	- 3,2	- 7,7
TOTAL	- 30,8	- 44,4

Sur le 1^{er} semestre 2017, le taux effectif d'impôt du Groupe s'établit à 31,8 %, à comparer à un taux effectif de 46,8 % reconnu au cours du 1^{er} semestre 2016.

NOTE 7

ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Ces éléments comprennent les autres actifs financiers non courants, les clients et comptes rattachés, les autres actifs courants, les autres dettes non courantes et les fournisseurs et autres dettes courantes.

7.1. Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)

	30/06/2017	31/12/2016
Actifs disponibles à la vente	15,4	9,6
Autres prêts et créances	9,9	8,5
Instruments dérivés	6,4	4,8
TOTAL	31,7	22,8

Le 30 juin 2017, le Groupe a procédé à la conversion en actions de ses obligations CS Communication & Systèmes lui donnant ainsi accès à 11,39 % du capital de la Société. La valeur comptable des

obligations représentait 8,0 M€ et celle des actions obtenues par la conversion s'élève à 14,5 M€ dégageant ainsi un produit de 6,5 M€ inscrit en *Autres produits et charges financiers* (cf. note 11.1.2).

7.2. Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Créances clients – valeur brute	585,0	674,1
Factures à établir	615,0	468,4
Dépréciation des créances clients	- 9,0	- 9,8
TOTAL	1 191,1	1 132,7

Au 30 juin 2017, le Groupe n'a réalisé aucune cession de créances commerciales.

Au 31 décembre 2016, le Groupe avait procédé à une cession de créances commerciales avec recours en France pour 25,0 M€.

7.3. Autres actifs courants

Au cours du mois de juin 2017, le Groupe a procédé en France à la cession de créances de Crédit d'Impôt Recherche (CIR) pour 20,7 M€. Elle est déconsolidante.

Au 31 décembre 2016, le montant cédé de créances de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) et de Crédit d'Impôt Recherche (CIR) était de 58,2 M€.

7.4. Autres dettes non courantes

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Option de vente accordée au Cabinet Office au titre de SSCL	53,4	52,5
Option de vente accordée aux actionnaires de Cassiopae	-	26,5
Autres dettes – part à plus d'un an	11,3	3,1
Instruments financiers dérivés	4,7	4,3
TOTAL	69,4	86,4

Dans le cadre du contrat que le Groupe a signé au Royaume-Uni avec le gouvernement britannique pour transformer ses activités de support, Sopra Steria a accordé au Cabinet Office un droit de vente des actions que celui-ci détient dans la joint-venture SSCL mise en place pour l'occasion. Ce droit est exerçable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023. À ce titre, le Groupe a reconnu une dette non courante valorisée 53,4 M€ au 30 juin 2017.

Dans le cadre de l'acquisition de Cassiopae (cf. note 2), le Groupe s'est engagé par une promesse d'achat des participations détenues par les autres actionnaires. À ce titre, le Groupe a reconnu une dette non courante de 26,5 M€ au 31 décembre 2016 correspondant au prix à payer. Le 26 janvier 2017, cette option a été exercée et Sopra Banking Software est devenu actionnaire à 100 % de KSEOP.

Les autres dettes non courantes comprennent l'engagement du Groupe d'acheter ses propres actions pour servir ses plans d'attributions d'actions gratuites à hauteur de 4,1 M€ et des avances reçues par la société NHS SBS du Ministère de la Santé britannique pour un montant de 3,9 M€ afin de les mettre à disposition des structures nouvellement clientes de la plate-forme pour mettre en œuvre leurs opérations de transition.

Les instruments financiers dérivés au 30 juin 2017 sont composés de contrats de couverture de taux d'intérêt et de change (cf. notes 11.3.1 et 11.3.2).

NOTE 8

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

8.1. Écarts d'acquisition

8.1.1. Tableau de variation des écarts d'acquisition

Les mouvements intervenus au cours du 1^{er} semestre 2017 sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2016	1 637,3	80,3	1 557,0
Acquisitions			
Ajustements sur regroupements d'entreprises	1,4	-	1,4
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	- 22,4	- 0,7	- 21,6
30 JUIN 2017	1 616,3	79,6	1 536,7

Les ajustements sur regroupements d'entreprises sont décrits en note 2 *Périmètre de consolidation*.

8.1.2. Répartition des écarts d'acquisition par UGT

Les valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition se répartissent par UGT de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
France	458,7	458,8
Royaume-Uni	577,8	593,5
Autre Europe ⁽¹⁾	263,9	269,5
Sopra Banking Software	223,7	222,7
Sopra HR Software	12,5	12,5
TOTAL	1 536,7	1 557,0

(1) Autre Europe est le regroupement des UGT suivantes testées séparément : Allemagne, Scandinavie, Espagne, Italie, Suisse, Belgique et Luxembourg.

8.1.3. Tests de dépréciation

Le Groupe réalise des tests de valeur annuellement ou lorsque des indicateurs de perte de valeur se manifestent.

Au 30 juin 2017, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Le Groupe n'a pas procédé à des tests de dépréciation.

8.2. Actifs non courants destinés à être cédés

Au cours du mois de janvier 2017, le Groupe a finalisé la cession d'une partie de ses locaux en Inde. Son effet sur le compte de résultat s'élève à 0,5 M€ et est reconnu en autres produits et charges du *Résultat opérationnel*.

Concernant l'autre partie de ces locaux, le Groupe est toujours engagé dans des démarches de vente et considère que leur cession est toujours hautement probable.

NOTE 9

TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

9.1. Résultat net des entreprises associées

(en millions d'euros)	30/06/2017	% de détention	30/06/2016	% de détention
Quote-part de résultat d'Axway Software	0,9	32,63 %	3,7	33,52 %
Quote-part de résultat de Diamis	0,1	40,00 %	-	40,00 %
Quote-part de résultat de Cassiopae MEA Tunisie	-	-	0,1	45,00 %
TOTAL	1,0		3,8	

Au 30 novembre 2016, KSEOP, société holding du groupe Cassiopae, a pris le contrôle de Cassiopae MEA (Tunisie) qui a été intégrée globalement à partir de cette date.

9.2. Valeur au bilan des entreprises associées

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Axway Software	191,9	200,2
Diamis	2,3	2,1
TOTAL	194,2	202,3

Le tableau de variation des titres de participation Axway Software est le suivant :

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2016	200,2	-	200,2
Opérations sur capital	0,9	-	0,9
Dividendes versés	- 2,8	-	- 2,8
Résultat net	0,9	-	0,9
Écarts de conversion	- 7,6	-	- 7,6
Variation du pourcentage d'intérêts	- 1,0	-	- 1,0
Autres mouvements	1,3	-	1,3
30 JUIN 2017	191,9	-	191,9

Au 30 juin 2017, les titres Axway Software détenus par Sopra Steria Group représentent 32,63 % du capital contre 32,89 % au 31 décembre 2016.

Axway a fait part lors de la communication de ses résultats semestriels d'un retard sur ses prévisions de ventes de licences au 30 juin 2017 rendant plus risquée la capacité de la Société à maintenir son taux

de *Résultat opérationnel d'activité* de l'exercice au même niveau que celui de 2016. À ce stade et eu égard à la saisonnalité de cette activité, le Groupe n'a pas mis à jour l'estimation de la valeur d'utilité de sa participation dans Axway et procédera à son réexamen lors de la clôture des comptes annuels 2017.

NOTE 10

PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

10.1. Provisions courantes et non courantes

(en millions d'euros)	01/01/2017	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	Écarts de conversion	30/06/2017	Part non courante	Part courante
Provisions pour litiges	20,6	-	0,4	- 4,2	- 0,1	- 5,9	- 0,1	10,7	1,0	9,7
Provisions pour garanties	0,5	-	-	- 0,1	- 0,1	-	-	0,3	0,2	0,2
Provisions pour pertes sur contrats	8,9	1,4	2,1	- 9,2	-	0,5	- 0,1	3,5	-	3,5
Provisions pour impôts	31,1	-	0,7	- 2,5	-	-	-	29,3	29,3	-
Provisions pour restructuration	18,3	-	4,8	- 6,2	- 0,3	-	-	16,6	4,9	11,7
Autres provisions pour risques	37,1	-	1,5	- 5,5	- 6,1	5,3	- 0,5	31,8	12,4	19,4
TOTAL	116,4	1,4	9,5	- 27,6	- 6,7	-	- 0,8	92,3	47,8	44,4

Les provisions pour litiges couvrent des litiges prud'homaux et des indemnités de départ de collaborateurs à hauteur de 5,4 M€, le reste étant constitué par des litiges commerciaux.

Des provisions pour pertes sur contrats ont été utilisées principalement au Royaume-Uni (7,0 M€) pour faire face aux coûts additionnels engendrés par l'exécution des prestations.

Les provisions pour impôts concernent essentiellement les risques fiscaux en France, et notamment ceux liés au crédit impôt recherche et aux retenues à la source pratiquées par des clients étrangers. Elles ont été partiellement utilisées au cours du 1^{er} semestre 2017.

Les provisions pour restructuration correspondent aux coûts résiduels du programme de transformation du périmètre d'origine Steria en France (3,5 M€), aux coûts de mesures ponctuelles de restructuration prises en Allemagne (4,2 M€) et à des coûts résiduels de l'intégration Sopra Steria liés à la réorganisation des locaux en France (6,7 M€).

Les autres provisions pour risques comprennent des coûts liés aux locaux (8,0 M€) correspondant essentiellement à des remises en état et localisés au Royaume-Uni. Elles intègrent également des risques clients et projets (13,9 M€) dont une partie a été reprise sans utilisation à hauteur de 5,0 M€ au Royaume-Uni, les autres reprises faisant face à des coûts effectivement supportés. Enfin, elles comprennent pour le reste des risques contractuels (4,9 M€) et des risques fiscaux et sociaux (5,3 M€).

10.2. Passifs éventuels

Les passifs éventuels décrits à la note 10.2 du document de référence 2016 n'ont pas évolué au cours du 1^{er} semestre 2017.

NOTE 11

FINANCEMENT ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

11.1. Charges et produits financiers

11.1.1. Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Produits d'intérêts	3,6	4,8
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	3,6	4,8
Charges d'intérêts	- 6,3	- 7,7
Résultat des couvertures sur endettement financier brut	- 0,8	- 0,9
Coût de l'endettement financier brut	- 7,1	- 8,6
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 3,5	- 3,8

Le taux moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est de 1,62 % au cours du 1^{er} semestre 2017, contre 1,97 % au cours du 1^{er} semestre 2016.

11.1.2. Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Gains et pertes de changes	- 2,0	1,1
Autres produits financiers	7,2	0,7
Escomptes accordés	- 0,3	- 0,3
Charges d'intérêts nettes sur obligations de retraite	- 5,0	- 4,0
Intérêts sur dette de participation des salariés	- 0,3	- 0,4
Charges de désactualisation des passifs non courants	- 0,4	- 0,4
Variation de valeur des instruments financiers dérivés	- 0,7	- 0,8
Autres charges financières	- 0,9	- 0,5
Total des autres charges financières	- 7,6	- 6,4
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	- 2,5	- 4,6

La conversion en actions des obligations convertibles CS Communication & Systèmes a généré un produit financier de 6,5 M€.

11.2. Emprunts et dettes financières – Endettement net

(en millions d'euros)	Courant	Non courant	30/06/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires	10,0	182,6	192,6	190,0
Emprunts bancaires	23,7	234,4	258,1	235,2
Dettes liées aux contrats de location-financement	6,6	7,6	14,1	14,7
Autres dettes financières diverses	399,2	-	399,2	327,8
Concours bancaires courants	1,3	-	1,3	3,7
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	440,8	424,5	865,4	771,4
Valeurs mobilières de placement	- 109,4	-	- 109,4	- 112,8
Disponibilités	- 112,7	-	- 112,7	- 152,6
ENDETTEMENT NET	218,8	424,5	643,3	506,0

Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement et autres placements sont constitués de placements monétaires à court terme et de dépôts à court terme. Ces placements sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les entités en Inde contribuent à la trésorerie nette à hauteur de 110,4 M€. En cas de rapatriement sous forme de dividendes de cette trésorerie, une retenue à la source devra être appliquée. Elle fait l'objet d'une provision.

Emprunts et dettes financières

Le Groupe dispose :

- de lignes de financement bancaires s'élevant à un équivalent euro de 1 326,8 M€ comprenant un crédit syndiqué, des lignes de découvert et un emprunt avec une banque du pool d'un montant de 30 M€ non amortissable à échéance avril 2019 et rémunéré à taux fixe. Ces lignes de financement bancaires sont utilisées à hauteur de 19,8 % au 30 juin 2017. Hormis l'emprunt de 30 M€, ces lignes sont à taux variables et font l'objet de couverture du risque de taux d'intérêts ;
- de l'emprunt obligataire de 180 M€, utilisé intégralement et rémunéré à taux fixe ;
- d'un programme de NEU CP (anciennement dénommés billets de trésorerie) d'un montant maximum de 700 M€ utilisé à hauteur de 399,2 M€ et rémunéré sur la base des taux variables et d'une marge lors de chaque émission ;
- de lignes de crédit-bail pour un encours de 14,1 M€.

Le crédit syndiqué et l'emprunt obligataire sont soumis à des conditions contractuelles, notamment l'engagement de respecter des covenants financiers.

Deux ratios financiers, calculés semestriellement sur la base des comptes consolidés publiés, sur une base glissante de 12 mois, sont à respecter :

- le premier, dit ratio de levier (*leverage*), qui calcule le rapport dette financière nette/EBITDA *pro forma* ;
- le second, dit ratio de couverture des intérêts (*interest coverage*) qui calcule le rapport EBITDA *pro forma*/coût de l'endettement financier net.

Le premier ratio ne doit pas dépasser 3,0 à chaque date de calcul et le second ne doit pas être inférieur à 5,0 à chaque date de calcul.

La dette financière nette désigne, sur une base consolidée, l'ensemble des emprunts et dettes financières assimilées (excluant les dettes intra-groupes) diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie disponibles.

L'EBITDA *pro forma* est le *Résultat opérationnel d'activité* (ROA) consolidé hors dotations aux amortissements et provisions incluses dans le *Résultat opérationnel d'activité*. Il est établi sur une base glissante de 12 mois et donc retraité de façon à l'exprimer sur la base d'un périmètre constant sur 12 mois.

Le coût de l'endettement financier net est également déterminé sur une base de douze mois glissants.

Au 30 juin 2017, ces covenants financiers sont respectés.

11.3. Instruments financiers et gestion des risques de taux et de change

11.3.1. Gestion du risque de taux

Le Groupe se prémunit également contre les fluctuations de taux d'intérêts en swappant à taux fixe une partie de la dette financière variable.

Au 30 juin 2017, le Groupe a souscrit à plusieurs contrats d'échange de conditions d'intérêts. Le montant du notionnel de ces contrats est de 575 M€ et leur juste valeur est nulle.

Les instruments dérivés de taux sont qualifiés en couvertures de flux de trésorerie (*Cash Flow Hedge*).

Le total des dettes financières brutes soumises à un risque de taux d'intérêt s'élève à 632,0 M€.

Les contrats de couverture de taux existant au 30 juin 2017 permettent de réduire cette exposition.

11.3.2. Gestion du risque de change

Dans le cadre de sa politique globale de gestion des risques et en raison de la taille significative des activités de production en Inde et en Pologne, le Groupe a conclu et continue à mettre en œuvre des opérations visant à couvrir son exposition aux risques de change par l'utilisation d'instruments dérivés, instruments fermes ou optionnels cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

La couverture du risque de change concerne essentiellement les couvertures GBP/INR, et EUR/PLN des plateformes de production du Groupe en Inde et en Pologne et certains contrats commerciaux libellés en dollars américains. Les instruments dérivés de change sont qualifiés en couvertures de flux de trésorerie (*Cash Flow Hedge*), couvertures de juste valeur (*Fair Value Hedge*) et en *Trading*.

Au 30 juin 2017, la juste valeur de ces contrats s'élève à 8,0 M€ pour un montant notionnel total de 140,5 M€.

NOTE 12

FLUX DE TRÉSORERIE

12.1. Variation de l'endettement financier net

Le *Flux net de trésorerie généré par l'activité* est mesuré à partir du *Résultat opérationnel d'activité* corrigé des dotations aux amortissements et provisions qu'il comprend, ce qui permet d'obtenir l'EBITDA, et d'autres éléments sans effet de trésorerie, ajusté des impôts décaissés, des coûts de restructuration et d'intégration décaissés et de la variation du besoin en fonds de roulement.

Le *Flux net de trésorerie disponible (Free Cash Flow)* se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité corrigé des effets des investissements (nets des cessions) en immobilisations incorporelles et corporelles réalisés au cours de la période, des charges et produits financiers décaissables ou encaissables et des contributions additionnelles versées pour faire face aux déficits des plans d'engagement de retraites à prestations définies.

Corrigé des flux de trésorerie liés à des opérations de financement, à l'incidence des variations de change sur l'endettement net, il permet d'expliquer la variation de l'endettement financier net.

(en millions d'euros)

	30/06/2017	30/06/2016
Résultat opérationnel d'activité	142,1	134,2
Amortissements et provisions (hors actifs incorporels affectés)	4,0	20,2
EBITDA	146,1	154,4
Éléments non cash	- 0,8	- 14,2
Impôts versés	- 23,7	- 33,0
Dépréciations sur actifs circulants	- 0,5	14,1
Variation du BFR opérationnel	- 184,0	- 172,9
Coûts de réorganisation et restructurations	- 12,6	- 14,1
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 75,7	- 65,7
Décaissements liés aux investissements en actifs corporels et incorporels	- 22,8	- 20,2
Encaissements liés aux cessions d'actifs corporels et incorporels	2,0	0,1
<i>Variations liées aux opérations d'investissement en biens corporels et incorporels</i>	- 20,8	- 20,1
Intérêts financiers nets	- 3,7	- 4,0
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	- 8,8	- 10,8
Flux net de trésorerie disponible	- 109,0	- 100,6
Incidence de variations de périmètre	- 26,6	- 104,7
Incidence des décaissements sur immobilisations financières	- 2,7	- 0,3
Incidence des encaissements sur immobilisations financières	0,9	0,2
Dividendes versés	-	-
Dividendes reçus	2,8	0,2
Augmentations de capital	0,2	2,0
Rachat et reventes d'actions propres	- 1,0	9,3
Autres flux liés aux opérations d'investissement	-	- 0,1
Flux net de trésorerie	- 135,5	- 194,0
Incidence des variations de change	- 1,8	5,2
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 137,3	- 188,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie – ouverture	261,7	217,5
Emprunts et dettes financières (part non courante) – ouverture	- 402,6	- 437,8
Emprunts et dettes financières (part courante) – ouverture	- 365,1	- 310,5
Endettement financier net à l'ouverture	- 506,0	- 530,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture	220,8	109,0
Emprunts et dettes financières (part non courante) – clôture	- 424,5	- 433,8
Emprunts et dettes financières (part courante) – clôture	- 439,5	- 394,8
Endettement financier net à la clôture	- 643,3	- 719,6
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 137,3	- 188,8

Le flux net de trésorerie disponible du 1^{er} semestre, traditionnellement négatif en raison de la saisonnalité habituellement constatée, s'est établi à (-) 109,0 M€.

Incidence des variations de périmètre

(en millions d'euros)

	30/06/2017	30/06/2016
Coût des acquisitions décaissé (hors compléments de prix)	- 26,5	- 90,0
Endettement net/Trésorerie nette des sociétés acquises	-	- 14,7
Compléments de prix	- 0,1	-
TOTAL	- 26,6	- 104,7

Au 1^{er} semestre 2016, les variations de périmètre correspondaient à l'acquisition des activités du groupe Cassiopae à hauteur de 75 % du capital. En 2017, les actionnaires ne détenant pas le contrôle de KSEOP, société holding du groupe Cassiopae, ont exercé leur option de vente et Sopra Banking Software a décaissé 26,5 M€ pour en devenir actionnaire à 100 % (cf. note 2).

12.2. Autres flux de trésorerie

Outre les incidences des variations de périmètre, les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement sont marqués par des décaissements liés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles pour 22,8 M€ et à la participation tant au capital qu'au financement en France

dans la FoncièreNumérique® pour (-) 2,5 M€. Les opérations d'investissement sont également marquées par les encaissements du dividende d'Axway pour 2,8 M€ et du prix de la vente d'une partie des locaux en Inde pour 2,0 M€ (cf. note 8.2.).

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement comprennent, outre les encaissements et décaissements liés aux emprunts et dettes financières, les sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital. Celles-ci correspondent aux levées d'options de souscription d'actions. Ils comprennent également l'impact des transactions sur actions propres principalement liées au programme d'actionnariat salarié dénommé *We Share* pour (-) 0,9 M€ et les contributions additionnelles versées au titre de la réduction des déficits des régimes d'engagements postérieurs à l'emploi à prestations définies pour 8,8 M€ au Royaume-Uni.

NOTE 13

CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

13.1. Capitaux propres

L'état des variations des capitaux propres consolidés figure à la page 13.

13.1.1. Évolution du capital social

Le capital social de Sopra Steria Group s'élève au 30 juin 2017 à 20 536 795 € contre 20 531 795 € au 31 décembre 2016. Il est composé de 20 536 795 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1 €.

Les mouvements intervenus au cours de la période correspondent à des levées d'options de souscription d'actions à hauteur de 5 000 actions nouvellement créées.

13.1.2. Opération sur titres autodétenus

Au 30 juin 2017, la valeur des actions propres portée en diminution des capitaux propres consolidés s'élève à 35,5 M€ et est constituée de 328 369 actions, dont 308 101 détenues par des trusts anglais inclus dans le périmètre de consolidation, de 13 972 acquises au titre du programme de rachat d'actions permettant de servir le plan d'actionnariat salarié, et de 6 296 actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

13.1.3. Dividendes

L'Assemblée générale de Sopra Steria Group réunie le 13 juin 2017 a décidé de distribuer un dividende ordinaire de 45,2 M€ au titre

de l'exercice 2016, soit 2,20 € par action. Ce dividende a été mis en paiement le 5 juillet 2017 pour un montant de 45,1 M€, net du dividende revenant aux titres autodétenus.

13.1.4. Intérêts ne conférant pas le contrôle

Les contributions en compte de résultat et au bilan des entités ne conférant pas le contrôle sont essentiellement liées aux sociétés communes constituées dans la zone géographique Royaume-Uni avec l'administration britannique : NHS SBS détenue à hauteur de 50 % par le ministère de la Santé et SSCL détenue à hauteur de 25 % par le *Cabinet Office*. Le Groupe en contrôle respectivement 50 % et 75 %.

Concernant SSCL, le Groupe a accordé au *Cabinet Office* un droit de vente des actions que celui-ci détient dans cette société.

Du fait du traitement comptable du droit de vente accordé sur les titres SSCL, le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle au bilan concerne pour l'essentiel la part du ministère de la Santé britannique dans l'actif net de NHS SBS, soit 30,8 M€.

Au compte de résultat, les parts des intérêts ne conférant pas le contrôle représentent (-) 0,1 M€ pour SSCL, 1,1 M€ pour NHS SBS, et (-) 0,1 M€ pour Sopra Steria Wenhao, filiale chinoise du Groupe détenue à 51 %.

13.2. Résultats par action

	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net – part du Groupe (en millions d'euros) (a)	66,0	54,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (b)	20 533 591	20 449 524
Nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle (c)	332 265	442 434
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (d) = (b) – (c)	20 201 326	20 007 090
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (en euros) (a/d)	3,27	2,70

	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net – part du Groupe (en millions d'euros) (a)	66,0	54,0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (d)	20 201 326	20 007 090
Effet dilutif des instruments source d'actions ordinaires potentielles (e)	47 648	47 726
Nombre moyen pondéré de titres de capitaux propres théorique (f) = (d) + (e)	20 248 974	20 054 816
RÉSULTAT DILUE PAR ACTION (en euros) (a/f)	3,26	2,69

Les modalités de calcul des résultats par action sont décrites ci-dessous.

Les actions d'autocontrôle sont détaillées en note 13.1.2.

Les instruments dilutifs sont présentés en note 5.4.1.

NOTE 14

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les accords conclus avec des parties liées au groupe Sopra Steria ont été identifiés dans le document de référence Sopra Steria 2016, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 13 avril 2017, dans la note 14 *Transactions avec les parties liées*.

En dehors de ceux décrits dans le document de référence 2016, il n'y a pas eu de nouveaux accords avec des parties liées au groupe Sopra Steria au cours du 1^{er} semestre 2017.

NOTE 15

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis ou reçus par Sopra Steria Group et ses filiales. Ils n'ont pas varié de manière significative par rapport à ceux présentés au 31 décembre

2016 dans le document de référence Sopra Steria 2016, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 13 avril 2017, dans la note 15 *Engagements hors bilan*.

NOTE 16

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DU 30 JUIN 2017

- **Acquisition de Kentor** : Sopra Steria a finalisé le mercredi 30 août 2017 l'acquisition de 100 % de la société Kentor, renforçant ainsi son positionnement en Scandinavie. Kentor est consolidée dans les comptes de Sopra Steria depuis cette date.
- **Projet d'acquisition de Galitt** : Sopra Steria a annoncé le jeudi 31 août 2017, son projet de rapprochement avec Galitt, société de Conseil et Editeur de solutions sur le marché des systèmes de paiement et des transactions sécurisées.

Sopra Steria a pour projet d'acquies 88,2 % des actions et droits de votes de Tecfit, société holding à 100 % du groupe Galitt, jusqu'alors exclusivement détenue par le fondateur et le management historique qui resteraient actionnaires minoritaires à hauteur de 11,8 % du capital. Une acquisition différée des parts minoritaires par Sopra Steria est envisagée au plus tard en 2021.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Sopra Steria Group, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 5 septembre 2017,
Les Commissaires aux comptes

Auditeurs & Conseils Associés - ACA Nexia
Olivier Juramie

Mazars
Bruno Pouget

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Sopra Steria et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité figurant en pages 1 à 8, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant des six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 5 septembre 2017

Vincent Paris
Directeur général

Sopra Steria Group

Direction générale
9 bis, rue de Presbourg
FR 75116 Paris
Tél. : +33(0)1 40 67 29 29
Fax : +33(0)1 40 67 29 30
contact-corp@soprasteria.com

www.soprasteria.com

